

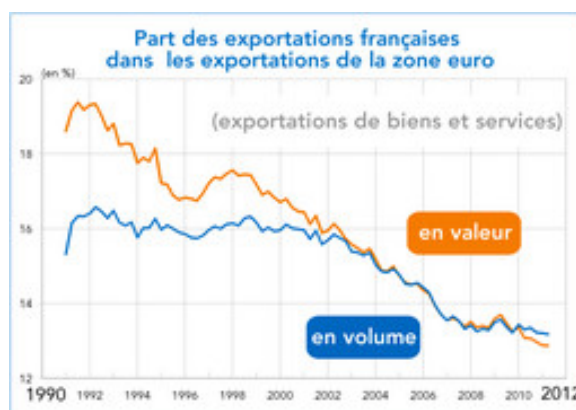
Document

La compétitivité française en 2011

(Coe-Rexecode)

3 janvier 2012

La part de marché à l'exportation de l'économie française diminue depuis plus de dix ans. L'évaluation quantitative et qualitative de la compétitivité française en 2011 ouvre cependant des perspectives un peu plus favorables.



Les parts de marché à l'exportation ont encore reculé en 2011

Depuis un peu plus de dix ans, la France perd des parts de marché : dans le monde, la part des exportations françaises est tombée de 5,7 % à 3,3 % ; en zone euro, elle a reculé de 16,8 % à 12,6%. Cela s'est traduit par une perte d'exportations de l'ordre de 120 milliards d'euros en 2011.

Un impact négatif sur les résultats des entreprises

La perte de compétitivité se traduit par une contraction relative de notre base industrielle. Le résultat brut d'exploitation de l'industrie en France ne représente plus que 12% de celui de l'industrie européenne, contre près de 18% en 2000.

Le recul des exportations françaises relativement aux exportations européennes s'atténue

Fait nouveau : si la part de marché globale à l'exportation diminue encore, elle ne recule plus, voire se redresse un peu dans quelques secteurs et sur quelques destinations. Cela laisse espérer que la part de marché globale de la France s'oriente vers une stabilisation.

Les acheteurs de produits français plus satisfaits sur les critères "hors prix"

Notre enquête 2011 sur l'appréciation des produits français par les acheteurs européens indique que les biens intermédiaires et les biens d'équipement produits en France ont un peu regagné en compétitivité hors-prix. Nos produits sont un peu mieux appréciés pour leur qualité, leur contenu technologique et la puissance de leurs marques. La perception du "rapport qualité-prix" des produits français reste cependant insuffisante.

Les politiques industrielles commencent à porter leurs fruits

On peut lire dans ces inflexions récentes les premiers effets des mesures de politique industrielle mises en œuvre depuis plusieurs années (pôles de compétitivité, Crédit d'Impôt Recherche, renforcement d'Oséo, "Grand Emprunt", etc.).